ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 19 novembre 1993, d'une demande d'avis, sur un projet de loi organisant le vote automatisé", et en ayant délibéré en ses séances des 22 décembre 1993, 12 janvier 1994 et 19 janvier 1994, a donné le 19 janvier 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 19 november 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot organisatie van de geautomatiseerde stemming", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 22 december 1993, 12 januari 1994 en 19 januari 1994, en op 19 januari 1994 het volgend advies gegeven :

Examen du texte.

Article 1er.

1. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, le canton électoral devrait constituer l'unité élémentaire d'automatisation du vote, afin d'assurer la compatibilité du matériel agréé utilisé au sein des bureaux de vote avec celui affecté à la totalisation des données qui en proviennent.

Seules feraient exception à ce principe les élections à l'effet de pourvoir au renouvellement des conseils communaux; dans ce cas, en effet, un bureau principal est constitué dans chaque commune. Désormais, cependant, la réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au renouvellement des conseils provinciaux aura lieu le même jour que celui fixé pour le renouvellement des conseils communaux et les opérations de vote seront communes aux élections provinciales et communales.

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, le vote automatisé sera, à l'occasion de ces élections, étendu par canton électoral également, étant cependant entendu que les bureaux principaux de l'ensemble des communes du canton seront également dotés du matériel de totalisation automatique, de telle manière que les procédures établies par le projet s'appliqueront aux élections communales dans l'ensemble du canton.

En visant les communes au même titre que les cantons, l'article 1er n'exclut toutefois pas que le Roi étende l'utilisation des systèmes automatisés à certaines seulement des communes d'un canton électoral, pour les opérations propres aux élections communales, et ne traduit donc pas adéquatement l'intention évoquée ci-dessus.

En outre, la rédaction de l'article 1er ne fait pas clairement apparaître si, comme il est permis de le supposer, la décision de rendre obligatoire dans un canton l'utilisation des procédés automatiques vaudra à l'égard de l'ensemble des élections subséquentes, quelles que soient la ou les assemblées à élire, ou si elle n'aura d'effet que pour ce qui concerne les opérations électorales ou le genre d'élection visés par la décision.

De plus, le texte reste en défaut, notamment l'article 5, §§ 3 et 6, de préciser comment le système informatisé s'appliquera lorsque des élections seront simultanées.

Par ailleurs, l'article 1er confère au Gouvernement le pouvoir discrétionnaire de désigner les circonscriptions, cantons et communes soumis aux dispositions de la loi en projet, sans déterminer les éléments d'appréciation en considération desquels il devra ainsi être procédé à l'extension progressive de l'automatisation des procédures électorales; selon le commentaire que réserve l'exposé des motifs à cet article, cette extension devrait résulter de l'initiative des autorités locales; si telle est bien l'intention du Gouvernement, il appartient au législateur de préciser la manière dont

le Roi pourra appliquer la loi et coordonner les initiatives des autorités locales.

Enfin, l'auteur du projet appréciera s'il ne conviendrait pas de ménager à l'autorité fédérale des pouvoirs lui permettant de prévenir l'acquisition, par les communes d'un même canton, de matériels qui, quoique agréés, mais en raison de leurs caractéristiques techniques, ne seraient pas compatibles entre eux.

2. Pour le surplus, il serait plus judicieux d'évoquer les élections qui servent à désigner les membres d'assemblées délibérantes en Belgique avant de traiter des élections européennes. Il y aurait lieu également d'utiliser l'expression "Conseils de communauté et de région".

Article 2.

1. L'utilisation des mots "système de vote automatisé" et "systèmes électroniques" de totalisation des votes figurant au paragraphe 1er ne se justifie que si ces deux systèmes permettent de réaliser des opérations différentes.

Si tel n'est pas le cas, il convient d'uniformiser la terminologie et d'utiliser uniquement les mots "système de vote automatisé".

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

2. Sous réserve de l'observation précitée, le paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. Les systèmes automatisés de vote (et les systèmes électroniques) de totalisation des votes ne peuvent être utilisés que s'ils sont conformes aux modèles agréés conformément aux conditions générales d'agrément déterminées par le Roi, qui garantissent en tout cas la fiabilité et la sécurité des systèmes, ainsi que le secret du vote."

Article 3.

Paragraphe 1er.

1. Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, les dispositions de cet article ne concerneraient pas seulement le "matériel de vote", mais tous les matériels visés à l'article 2, § 1er, en ce compris ceux constituant les systèmes automatisés de totalisation des votes; ces derniers devraient être la propriété des communes chefs-lieux de canton.

Le texte doit être précisé dans ce sens. Il convient, en outre, de préciser quelles seront les communes qui sont propriétaires du matériel de totalisation des votes pour les élections autres que les élections communales.

Suivant les termes de l'article 3, § 1er, il semble que lorsque l'Etat (alinéa 2) ou les autorités publiques (alinéa 3) acquièrent le matériel informatique, celui-ci reste la propriété de l'Etat ou des autorités publiques selon le cas, lesquels loueraient en quelque sorte ce matériel aux communes moyennant le paiement d'une "redevance".

La disposition en projet est contredite par l'article 1er et le commentaire de l'article 3 suivant lequel

> "Dans le cas où l'Etat ou une autorité publique a pris l'investissement à sa charge et étant donné que les communes peuvent utiliser le matériel à d'autres fins qu'électorales et, par conséquent, le compléter par des composants spécifiques, il est assez normal que la commune devienne propriétaire de ce matériel".

Si l'intention des auteurs du projet est conforme à ce que déclare l'exposé des motifs, à savoir que les communes deviennent propriétaires du matériel même si celui-ci est acquis par l'Etat ou d'autres autorités publiques, il convient de le préciser dans le paragraphe 3 en projet et, dès lors, de le modifier.

Il faut, en conséquence, éviter de recourir au mot "redevance" qui, compte tenu de l'intention des auteurs du projet, semble être davantage un remboursement qu'une redevance.

3. Le texte en projet doit également indiquer clairement la durée du paiement de la "redevance" (dans ce qui semble bien être une location-vente) de manière à assurer une relative équivalence financière entre les deux systèmes (acquisition directe par la commune ou acquisition par l'Etat pour le compte de la commune), ce qui semble être l'intention de l'auteur du projet.

4. De plus, le paragraphe 1er doit préciser dans quelles hypothèses et conditions le matériel pourrait ou devrait être acquis par l'Etat ou par d'autres personnes publiques autres que la commune ou, au contraire, doit l'être uniquement par la commune.

En conséquence, le texte en projet doit être fondamentalement revu et complété afin de répondre aux observations formulées.

Paragraphe 3.

Les mots "pendant une période de 10 ans prenant cours à la date de l'élection au cours de laquelle le matériel de vote a été utilisé pour la première fois" doivent, conformément à l'observation suggérée sous le paragraphe 1er, figurer dans cette dernière disposition.

Paragraphes 4 et 6.

Les paragraphes 4 et 6, qui ont un objet différent de celui de l'article 3, doivent constituer des articles distincts et pourraient devenir les articles 4 et 5 nouveaux du projet.

La numérotation des articles suivants et des références doit être adaptée en conséquence.

Article 5.

Paragraphe 2.

La loi en projet doit prévoir la manière dont sera comptabilisée la carte magnétique qui a été remise à l'électeur et que ce dernier a refusé d'introduire dans la machine à voter. Ce refus sera-t-il soit assimilé à un vote blanc ou à un vote nul, soit assimilé à une absence de vote, laquelle serait constitutive d'une infraction ?

Le texte en projet doit être complété sur ce point.

Paragraphe 4.

Il semble que l'alinéa 1er du paragraphe 4 doive également réserver l'hypothèse visée à l'article 14, § 3; d'autre part, les paragraphes 2 et 3 de l'article 14 trouveraient plus logiquement place au début de l'article 5, § 4.

Ces dispositions pourraient, en ce cas, être rédigées comme suit :

"§ 4. Lorsque les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, laissent à l'électeur le choix de la langue pour les opérations électorales, il est d'abord invité à accomplir ce choix; celui-ci est, après confirmation, définitif pour l'ensemble des opérations de vote.

Pour l'élection des sénateurs ou du Parlement européen dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, l'électeur indique le collège électoral auquel il appartient et seules les listes présentées pour ce collège sont ensuite affichées.

§ 5. Dans tous les cas, l'écran de visualisation affiche le numéro d'ordre et le sigle de toutes les listes de candidats, sous réserve de l'application de l'alinéa 2.

(la suite comme à l'article 5, § 4, alinéas 2 et suivants)".

Paragraphe 5.

Le paragraphe 5 pourrait être complété par la phrase suivante :

"Tant que le vote n'est pas confirmé, l'électeur peut recommencer l'opération de vote".

L’article 11, qui exprime cette règle, doit, dès lors, être omis.

Article 6.

1. Le texte néerlandais de la deuxième phrase de l’alinéa 1er serait mieux rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. La dernière phrase de l’alinéa 1er serait mieux rédigée comme suit :

"Si tel n’est pas le cas, il invite l’électeur à introduire la carte dans l’urne électronique, où elle demeurera après l’enregistrement sur le support original de mémoire des informations qu’elle porte".

3. Selon les explications du fonctionnaire délégué et pour assurer le secret du vote, il est suggéré de compléter le texte proposé pour la dernière phrase de l’alinéa 1er par la phrase suivante :

"La séquence de ces enregistrements est déterminée par un procédé aléatoire".

4. L'alinéa 2 appelle des réserves quant au respect du secret du vote. Pour mieux assurer celui-ci, il serait préférable d'obliger l'électeur qui a porté une inscription sur la carte magnétique de recommencer son vote et s'il persiste dans sa manière irrégulière de voter, il serait considéré comme n'ayant pas voté et donc susceptible d'encourir une sanction pénale.

Article 7.

1. Il convient qu'une fois les supports de mémoire tirés en original et en copie, il ne subsiste plus de données enregistrées concernant les votes.

2. Les deuxième et troisième phrases du paragraphe 1er, alinéa 1er, seraient mieux rédigées comme suit :

"Les informations enregistrées sur le support original de mémoire sont reproduites sur un autre support de mémoire, tenant lieu de copie. Le président scelle l'urne électronique".

Le second alinéa du paragraphe 1er peut être omis, et la division de l'article en paragraphes supprimée.

3. Le paragraphe 2 prévoit qu'en cas d'élections provinciales et communales simultanées, deux supports ori-

ginaux de mémoire sont établis pour être remis, l'un au bureau principal de canton, et l'autre au bureau principal établi dans la commune; ceci supposerait que l'urne électronique enregistre simultanément deux supports originaux de mémoire au fur et à mesure des opérations de vote; si tel n'était pas le cas, l'un des deux "originaux" visés ne saurait être qu'une copie, constituée à l'issue des scrutins, de l'original unique, et le paragraphe 2 devrait être adapté en conséquence, de même que l'article 10, alinéa 1er.

Article 8.

Il serait préférable d'écrire dans le texte français "portant en suscription" plutôt que "avec comme suscription".

Article 9.

1. Dans la seconde phrase de l'alinéa 1er, le mot "comme" doit être omis.

2. En ce qui concerne les votes annulés en vertu de l'article 6, alinéa 2, il y a lieu de se référer à l'observation n° 3 formulée à propos de l'article 6.

Article 10.

Il convient de déterminer, dans la première phrase de l'alinéa 1er, l'organe de la commune habilité à désigner le fonctionnaire chargé de recevoir les urnes et responsable de leur conservation.

Article 11.

Cet article doit être omis (voyez l'observation formulée sous l'article 5, § 5).

Article 12.

La disposition en projet doit faire l'objet d'une disposition distincte figurant immédiatement après l'article 6. La numérotation des articles suivants doit être adaptée en conséquence.

Article 13.

1. Dans l'alinéa 1er, 1° et 2°, il n'y a pas lieu de mentionner les lois qui ont apporté des modifications aux articles auxquels il est fait référence.

2. Le fonctionnaire délégué indique que la disposition de l'alinéa 3 n'est pas, comme l'indiquent les termes "de

préférence", contraignante; de plus, l'"expérience dans l'utilisation d'ordinateurs personnels" constitue une notion assez vague; aussi est-il, à juste titre, envisagé de formuler cette disposition de manière telle qu'elle prévoie la faculté pour le président du bureau de vote de nommer un secrétaire adjoint justifiant d'une expérience professionnelle permettant de lui supposer une aptitude particulière au maniement du matériel informatique utilisé, auquel cas le nombre d'assesseurs serait réduit d'une unité; l'auteur du projet appréciera si une telle mesure ne serait pas mieux adaptée au but poursuivi.

Dans ce cas, en effet, les dispositions figurant à l'article 12 pourraient être amendées afin de permettre à ce secrétaire adjoint de prêter assistance aux électeurs éprouvant des difficultés, à la condition cependant qu'il soit soumis à des règles analogues à celles prévues par les articles 104 (prestation de serment) et 199 (sanction de la violation du secret du vote) du Code électoral.

Article 14.

1. L'article 5, § 4, alinéa 2, et l'article 14, § 3, soulèvent le problème essentiel de la liberté du vote, dans la mesure où ils indiquent une procédure, en deux ou même en trois temps, pour l'émission d'un suffrage : choix du collège (article 14), choix d'une liste (articles 5 et 14), choix d'un candidat (articles 5 et 14), sans compter le choix préliminaire de la langue des instructions de travail (article 14, § 2).

Dès l'instant où il a pénétré dans l'isoloir et où il lui appartient d'émettre un suffrage, l'électeur ne dispose plus de la vue panoramique qui lui permettrait de comparer les listes et les candidats, sauf évidemment à recommencer l'opération de vote à plusieurs reprises, mais sans être assuré de garder le souvenir des listes qu'il a auparavant consultées.

Sans doute, l'auteur du projet invoquera-t-il les raisons pratiques qui l'empêchent de disposer sur un seul écran l'ensemble des listes et des candidats. Mais il faut se demander si les procédés utilisés ne limitent pas par trop la liberté de l'électeur.

Plusieurs questions se posent : qu'en est-il de l'électeur qui souhaite voter pour tel candidat, mais qui ignore le parti dont il se réclame ? Ou le collège électoral dont il relève ? Qu'en est-il de l'électeur qui n'a pas fait son choix avant d'entrer dans le compartiment-isoloir ? Qu'en est-il de l'électeur qui n'est pas au courant des transferts, des cartels ... ?

Pour rencontrer ces difficultés, une affiche reprenant l'ensemble des listes et des candidats devrait être apposée non seulement dans le bureau de vote, mais aussi dans chaque compartiment-isoloir aux fins de faciliter les opérations de vote et de préserver le mieux possible la liberté de choix de l'électeur.

2. Dans le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, à la troisième ligne du texte français, il faut écrire "... de vote automatisé, outre les documents prescrits ...".

Dans le texte néerlandais de la première phrase, in fine, il faudrait écrire "wachtkamer" au lieu de "wachtzaal".

3. La seconde phrase du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, pourrait être rédigée de la manière suivante :

"L'ensemble des listes de candidats présentés pour chacune des élections est affiché dans chaque bureau de vote et dans chaque compartiment-isoloir".

Article 16.

1. Dans le texte français du paragraphe 1er, on écrira, à la fin, "... et le numéro qui leur a été attribué, au fonctionnaire ...".

2. La restriction figurant au début du paragraphe 1er - "Dans la mesure où des cantons électoraux de leur ressort sont concernés par le vote automatisé" - est dépourvue de sens, s'agissant du président du bureau principal établi dans la commune; la formulation du paragraphe doit, à cet égard, être revue.

3. La première phrase du paragraphe 2, alinéa 1er, serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Les documents reproduisant l'ensemble des numéros d'ordre et sigles des listes présentées et les listes de candidats, tels que le logiciel les fera apparaître à l'écran de visualisation, sont soumis à l'approbation du président du bureau principal visé au paragraphe 1er."

4. Le projet ne fait pas état de la procédure suivant laquelle les logiciels électoraux parviendront aux bureaux qui en feront usage; si, comme il semble, ces logiciels ne sont pas parties intégrantes des supports de mémoire, le projet doit également régler le sort de ces logiciels.

5. Dans le texte français de la dernière phrase de l'alinéa 1er du paragraphe 3, ainsi que dans son alinéa 3, mieux vaut utiliser le verbe "contenir" plutôt que le verbe "reprendre".

Article 17.

L'article 10 prévoit déjà que le président du bureau principal de canton ou communal délivre un récépissé lorsque le président du bureau de vote lui remet le ou les supports de mémoire affectés aux opérations de vote; il paraît, dès lors, superflu que l'article 17, alinéa 1er, lui impose également de donner, à l'occasion de cette remise, "décharge par écrit" au président du bureau de vote.

L'alinéa 1er pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Art. 17. Le président du bureau principal de canton ou communal, selon le cas, procède, dès réception des supports de mémoire provenant du bureau de vote, à l'enregistrement du support original sur le support de mémoire destiné à la totalisation des votes".

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, il faudrait écrire : "doet ... over" au lieu de "herbegint".

Article 18.

La troisième phrase de l'alinéa 2 serait plus clairement rédigée comme suit :

"Les résultats de chaque bureau sont, pour les opérations de totalisation, enregistrés par un système informatique déterminé".

Article 19.

L'alinéa 2, qui concerne l'élection du Parlement européen et celle du Sénat, doit être rédigé comme suit :

"Dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde, lors de l'élection du Parlement européen ou du Sénat, le président du bureau principal de canton procède à l'impression de deux tableaux de recensement; l'un, rédigé en français, recense les résultats des suffrages exprimés en

faveur d'une liste de candidats déposée au bureau principal de collège français, et l'autre, rédigé en néerlandais, les résultats de ceux exprimés en faveur d'une liste de candidats déposée au bureau principal de collège néerlandais; il procède à l'impression d'un procès-verbal par collège distinct (1).

Article 20.

Paragraphe 1er.

1. Le début de l'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 20, § 1er. Le procès-verbal et le tableau de recensement, signés par le président, les autres membres et les témoins du bureau principal, sont ...".

2. Dans l'alinéa 2, le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1° au président du bureau principal de circonscription électorale, pour ce qui concerne l'élection de la Chambre des Représentants, ou au président du bureau principal de

(1) Cfr. l'article 156, § 2, du Code électoral et l'article 34 de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.

province visé à l'article 94bis, § 2, du Code électoral, pour ce qui concerne l'élection du Sénat;" (1).

Dans le 5° du même alinéa, il faut écrire "bureau régional" au lieu de "Conseil régional".

Quant au 6°, il est suggéré de le rédiger de la manière suivante :

"6° au gouverneur de la province, pour l'élection des membres du conseil communal."

On observera cependant, à cet égard, que l'article 60, alinéa 1er, de la loi électorale communale devrait faire l'objet d'une transposition afin de tenir compte du fait que certains des documents mentionnés par cette disposition ne seront pas établis là où le vote sera automatisé.

3. Selon l'article 9, alinéa 2, du projet, les cartes magnétiques annulées et celles qui n'ont pas été utilisées sont placées dans des enveloppes distinctes, jointes au procès-verbal du bureau de vote; aux termes de son article 10, le président du bureau de vote remet ce procès-verbal, avec ces enveloppes annexées, au président du bureau principal de canton, ou, s'il s'agit d'une élection communale isolée, à celui du bureau principal établi dans la commune.

---

(1) Cfr. l'article 162, alinéa 3, du Code électoral.

L’article 20, § 1er, alinéa 2, prévoit, quant à lui, que le président du bureau principal joint les enveloppes contenant les procès-verbaux des bureaux de vote à celle contenant le procès-verbal du bureau principal et le tableau de recensement, qu’il fait parvenir à l’une des personnes énumérées.

La combinaison de ces dispositions ne fait pas clairement apparaître si le président du bureau principal doit également joindre à l’envoi les cartes magnétiques annulées et celles qui n’ont pas été utilisées, ni, plus généralement, quel sort devrait leur être réservé (1).

Paragraphe 2.

Les mots "pour les paramètres de l’élection" devraient être remplacés par les mots "pour la totalisation des votes". Il serait en outre souhaitable de prévoir qu’à chacun des supports de mémoire soit, sous quelque forme que ce soit, associée l’identification précise des informations qui y sont enregistrées.

Paragraphe 3.

La disposition en projet doit prévoir comment et par qui sera contrôlé l’effacement des supports des mémoires et des cartes magnétiques.

(1) Cfr., notamment, l’article 179 du Code électoral.

Article 21.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 21. Le bureau principal des cantons dans lesquels est organisé le vote automatisé n'est pas scindé en un bureau A et un bureau B, par dérogation :

1° à l'article 30 de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, s'agissant de l'élection simultanée du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et du Parlement européen;

2° à l'article 37 de la même loi, s'agissant de l'élection simultanée du Conseil régional wallon, du Conseil flamand et des Chambres législatives;

3° à l'article 24 de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, s'agissant de l'élection simultanée de ce Conseil et du Parlement européen;

4° à l'article 30 de la même loi, s'agissant de l'élection simultanée de ce Conseil et des Chambres législatives;

5° à l'article 52 de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone, s'agissant de l'élection simultanée de ce Conseil, du Conseil régional wallon et du Parlement européen;

6° à l'article 58 de la même loi, s'agissant de l'élection simultanée de ces Conseils et des Chambres législatives."

Article 23.

Vraisemblablement en raison du fait qu'il s'inspire de la rédaction de l'article 30 de la loi du 19 juillet 1991 organisant le vote au moyen de systèmes automatisés dans les cantons électoraux de Verlaine et de Waarschoot, cet article ne sanctionne pas l'altération frauduleuse des cartes magnétiques, des supports de mémoire et des systèmes automatisés de totalisation des votes.

La contrefaçon des supports de mémoire ou des cartes magnétiques est certes sanctionnée par l'article 22 du projet, mais l'imitation frauduleuse constitue un acte distinct de l'altération, qui consiste en une modification dans un but de falsification, motif pour lequel, du reste, les articles 198 et 200 du Code électoral sanctionnent de manière distincte la contrefaçon et l'altération frauduleuse des bulletins de vote (1).

Le texte doit être revu en conséquence.

---

(1) Les articles 160 à 170 du Code pénal établissent la distinction entre la contrefaçon, qui consiste en l'imitation frauduleuse, et l'altération, qui consiste en la modification mécanique ou chimique.

Article 24.

Quant au 1°.

1. Les cantons électoraux dotés du vote automatisé ne comprendront pas de bureaux de dépouillement; en tant qu'ils ont trait à ces bureaux, les articles 95 et 131 ne trouveront dès lors plus à s'appliquer dans ces cantons.

2. L'article 16, § 1er, du projet prévoit que, dans la mesure où certains cantons du ressort sont dotés du vote automatisé, les listes de candidats sont communiquées au ministère de l'Intérieur, en vue de l'élaboration des logiciels électoraux, dès l'arrêt définitif de ces listes.

L'arrêt définitif des listes est prévu par l'article 124 du Code électoral; les articles 125 à 125quinquies règlent la procédure des recours en appel après arrêt définitif des listes; la formulation du bulletin de vote fait l'objet de ses articles 127 et 128; en vertu de son article 128bis, la formulation du bulletin est, en cas d'appel, différée jusqu'à ce que le bureau principal de circonscription électorale ou de collège ait reçu connaissance des décisions de la Cour d'appel ou du Conseil d'Etat.

Le projet n'exclut pas l'application des dispositions précitées; aussi paraît-il souhaitable soit que les logiciels électoraux soient établis en fonction du bulletin de vote qui est formulé compte tenu des décisions rendues sur appel

éventuel, soit de prévoir une disposition analogue à l'article 128bis, garantissant que ces décisions seront de quelque manière prises en considération au cours de l'élaboration des logiciels.

3. Les instructions pour l'électeur, constituant le modèle I visé aux articles 112, 127, alinéa 2, et 140 du Code électoral et annexé à celui-ci, doivent faire l'objet d'adaptations dans l'éventualité où elles s'adressent aux électeurs appelés à utiliser la procédure automatisée de vote.

4. L'alinéa 12 de l'article 161 du Code électoral ne semble pas devoir être appliqué dans les cantons dotés du vote automatisé, son objet étant alors réglé par l'article 20, § 1er, du projet.

5. L'article 163 du Code électoral devrait être adapté à l'hypothèse du vote automatisé puisqu'il renvoie à l'article 162, alinéa 3, qui, n'étant plus d'application dans cette hypothèse, ne fait pas l'objet d'une adaptation. Devraient de même être transposés, pour des motifs analogues, les articles 166, 177 et 179 du Code électoral.

6. L'intention étant vraisemblablement de rendre les articles 204 -prescription des poursuites et de l'action civile-, 205 -concours des infractions- et 206 -circonstances atténuantes- du Code électoral applicables aux infractions établies par les articles 22 et 23 du projet, comme ils le sont

à celles prévues par les articles 198 et 200 de ce même Code, il conviendrait que cette précision figure en termes exprès dans le projet.

Quant aux 2°, 3° et 4°.

D'autres dispositions que celles visées aux 2°, 3° et 4° cesseraient de s'appliquer aux cantons pourvus du vote automatisé; d'autre part, le projet omet de préciser les modalités d'application, dans ces mêmes cantons, de la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen.

Aussi conviendrait-il de procéder à l'égard de cette loi, ainsi que du livre Ier de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, de la loi du 6 juillet 1990 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Communauté germanophone et de la loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, de la même manière que le fait le projet pour le Code électoral, la loi organique des élections provinciales et la loi électorale, en précisant lesquelles de leurs dispositions ne seraient plus d'application et en adaptant celles d'entre elles qui ne pourraient s'appliquer telles quelles dans l'éventualité où le vote serait automatisé.

Ainsi, à titre d'exemple, cesseraient notamment de s'appliquer, dans la loi ordinaire du 16 juillet 1993 précitée, outre les articles 30 et 37 visés à l'article 21 du projet et les articles 32, § 1er, alinéa 1er, première phrase, et 39, § 1er, alinéa 1er, visés à l'article 24 du projet, les articles 17, §§ 4 et 5, 19, § 1er, § 3, alinéas 1er à 5, et § 4, 20, 21

et 22, §§ 1er et 2; devraient au surplus être adaptés les articles 11, alinéa 4, 2°, et 23, §§ 2 et 3, ainsi que les instructions pour l'électeur, visées aux articles 10, alinéa 4, 16, § 2, alinéa 2, et 18, § 2, alinéa 1er, et constituant l'annexe 2 de la loi.

Quant au 5°.

En tant qu'il concerne les bureaux de dépouillement, l'article 3sexies de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales ne trouverait plus à s'appliquer aux cantons dotés du vote automatisé.

La raison pour laquelle les dispositions de son article 9sexies, § 1er, alinéas 8, 9 et 11, et § 2, demeureraient applicables dans ces mêmes cantons, n'apparaît pas. Il en va de même pour son article 17.

En revanche, son article 37quater devrait, ainsi qu'en convient le fonctionnaire délégué, demeurer applicable à tous les cantons.

Les articles 18bis, 21 et 22 de la loi du 19 octobre 1921 devraient être adaptés, en considération du fait que le district ou certains des cantons qui le composent pourraient être dotés du vote automatisé.

Les instructions pour l'électeur, constituant le modèle I visé aux articles 9, § 5, 9bis, § 3, et 13, § 4, de la même loi devraient de même faire l'objet des adaptations nécessaires dans la mesure où elles s'adresseraient à des électeurs appelés à utiliser la procédure automatisée de vote.

L'article 13, § 5, de la loi du 19 octobre 1921 règle l'établissement du bulletin de vote; seuls ses alinéas 4 et 5 - relatifs aux dimensions, à la couleur et à l'impression des bulletins de vote - cesseraient, selon le projet, d'être applicables lorsque le vote est automatisé.

Il s'ensuit d'abord que, même dans l'hypothèse où tous les cantons du district seraient dotés du vote automatisé, l'établissement du bulletin de vote demeurerait obligatoire; l'auteur du projet appréciera s'il ne conviendrait pas, dans ce cas, de lever cette obligation.

Le projet appelle d'autre part, sur ce point, une observation analogue à celle formulée plus haut (article 24, 1°, observation 2); il convient à cet égard de se référer à l'article 13, § 1er, de la loi du 19 octobre 1921, pour ce qui concerne l'arrêt définitif des listes, à son article 14, §§ 1er à 4, pour ce qui concerne la procédure d'appel subséquente, et à son article 14, § 5, qui prévoit, en cas d'appel, le report de la formulation du bulletin de vote jusqu'au moment où le bureau principal de district aura pu prendre connaissance des décisions de la Cour d'appel.

Article 25.

1. Le 1° omet de viser les articles 61, alinéas 2 et 3, et 75, § 1er, alinéa 3, de la loi électorale communale, qui pourraient cependant s'appliquer lorsque la commune est dotée du vote automatisé.

2. Les instructions pour l'électeur visées aux articles 29, alinéa 3, et 34, alinéa ler, de la loi électorale communale, et constituant le modèle I annexé à cette loi, doivent faire l'objet d'adaptations dans la mesure où elles s'adresseraient à des électeurs appelés à utiliser un système automatisé de vote.

3. Devraient également être adaptés, dans la perspective de l'automatisation, les articles 25, alinéas 1er et 3, 55, alinéa 1er, et 60, qui renvoie d'ailleurs aux articles 46 et 52, lesquels cesseraient quant à eux de s'appliquer.

4. Le maintien de l'application, dans les communes pourvues du vote automatisé, des articles 30 et 30bis de la loi électorale communale, qui règlent la formulation du bulletin de vote, ne paraît guère présenter d'utilité; l'auteur du projet appréciera en conséquence si l'accomplissement de cette formalité continue dans ce cas à se justifier, dès lors que le bulletin de vote ne sera pas utilisé; s'il estime devoir dispenser de l'application de ces dispositions, l'article 29, alinéa 3, de la loi électorale communale devrait alors égale-

ment faire l’objet d’une adaptation, en tant qu’il impose la reproduction du bulletin électoral.

Observation finale.

A certains égards, le texte néerlandais du projet est susceptible d’amélioration. A ce propos, il est renvoyé à l’observation faite, in fine, du présent avis.

Onderzoek van de tekst.

Artikel 1.

1. Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg, zou het kieskanton de basiseenheid voor geautomatiseerde stemming moeten vormen om ervoor te zorgen dat de in de stembureaus gebruikte goedgekeurde apparatuur compatibel is met de apparatuur voor het optellen van de gegevens afkomstig van die bureaus.

Alleen de verkiezingen met het oog op de vernieuwing van de gemeenteraden zouden een uitzondering vormen op dat beginsel; in dat geval wordt in elke gemeente immers een hoofdbureau samengesteld. Voortaan zal de gewone vergadering van de kiescolleges met het oog op de vernieuwing van de provincieraden evenwel plaatshebben op dezelfde dag als die welke is vastgesteld voor de vernieuwing van de gemeenteraden en de stemverrichtingen zullen dezelfde zijn voor provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen.

Volgens de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar zal de geautomatiseerde stemming, naar aanleiding van die verkiezingen, tevens per kieskanton worden uitgebreid, met dien verstande evenwel dat de hoofdbureaus van alle gemeenten van het kanton eveneens zullen worden uitgerust met de apparatuur voor het geautomatiseerde optellen van de stemmen, zodat de door het ontwerp ingevoerde procedures toepassing zullen vinden op de gemeenteraadsverkiezingen in geheel het kanton.

Artikel 1, dat zowel betrekking heeft op de gemeenten als op de kantons, sluit evenwel niet uit dat de Koning het gebruik van de geautomatiseerde systemen doortrekt tot slechts bepaalde gemeenten van een kieskanton, voor de verrichtingen die eigen zijn aan de gemeenteraadsverkiezingen en het geeft de hierboven ter sprake gebrachte bedoeling dus niet passend weer.

Bovendien laat de redactie van artikel 1 niet duidelijk blijken of, zoals kan worden verondersteld, de beslissing om in een kanton het gebruik van de geautomatiseerde procédés verplicht te stellen, zal gelden voor alle volgende verkiezingen, ongeacht de vergadering of vergaderingen die moeten worden verkozen, of alleen gevolgen zal hebben voor de kiesverrichtingen of de soort verkiezing als bedoeld zijn in de beslissing.

Bovendien wordt in de tekst, inzonderheid in artikel 5, §§ 3 en 6, niet duidelijk gemaakt hoe het gecomputeriseerde systeem toegepast zal worden wanneer verkiezingen gelijktijdig plaatshebben.

Daarbij komt nog dat artikel 1 de Regering discretionaire bevoegdheid verleent om de kieskringen, de kantons en de gemeenten aan te wijzen die onder de bepalingen van de ontworpen wet vallen, zonder te bepalen op grond van welke beoordelingsgegevens men aldus zal moeten komen tot een geleidelijke verdere automatisering van de kiesprocedures; volgens de commentaar die in de memorie van toelichting aan dit artikel wordt gewijd, zou die uitbreiding het gevolg moeten zijn van het initiatief van de plaatselijke overheid; als dit wel degelijk de bedoeling van de Regering is, staat het aan de

wetgever duidelijk te maken hoe de Koning de wet zal kunnen toepassen en de initiatieven van de plaatselijke overheid coördineren.

De steller van het ontwerp zal ten slotte moeten uitmaken of de federale overheid niet de bevoegdheid zou moeten worden verleend opdat zij kan voorkomen dat de gemeenten van een zelfde kanton apparatuur aankopen die, ofschoon goedgekeurd, wegens de technische kenmerken ervan, onderling niet compatibel zou zijn.

2. Voor het overige zou het oordeelkundiger zijn de verkiezingen voor het aanwijzen van de leden van de beraadslagende vergaderingen in België ter sprake te brengen alvorens te spreken over de Europese verkiezingen. Tevens zou de uitdrukking "Gemeenschaps- en Gewestraden" moeten worden gebruikt.

Artikel 2.

1. Het gebruik van de woorden "geautomatiseerd stemsysteem" en "elektronische systemen" voor het optellen van de stemmen, die voorkomen in paragraaf 1, is alleen gerechtvaardigd als die twee systemen verschillende verrichtingen mogelijk maken.

Als dit niet het geval is, dient de terminologie te worden geüniformeerd en dienen alleen de woorden "geautomatiseerd stemsysteem" te worden gebruikt.

Deze opmerking geldt voor geheel het ontwerp.

2. Onder voorbehoud van de voormelde opmerking, zou het beter zijn paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. De systemen voor het geautomatiseerde stemmen (en de elektronische systemen) voor het optellen van de stemmen kunnen alleen worden gebruikt als zij conform de modellen zijn die zijn goedgekeurd overeenkomstig de door de Koning vastgestelde algemene goedkeuringsvoorwaarden, die in elk geval de betrouwbaarheid en de veiligheid van de systemen, alsmede het geheim van de stemming garanderen".

Artikel 3.

Paragraaf 1.

1. Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte uitleg, zouden de bepalingen van dit artikel niet alleen betrekking hebben op het "stemmaterieel" maar op alle, in artikel 2, § 1, bedoelde apparatuur, met inbegrip van de systemen voor het geautomatiseerde optellen van de stemmen; de laatstgenoemde apparatuur zou eigendom moeten zijn van de gemeenten die de hoofdplaats zijn van een kanton.

De tekst moet in die zin worden verduidelijkt. Bovendien dient te worden aangegeven welke gemeenten eigenaar zullen zijn van de apparatuur voor het optellen van de stemmen voor de andere verkiezingen dan de gemeenteraadsverkiezingen.

Volgens artikel 3, § 1, laat het zich aanzien dat wanneer de Staat (tweede lid) of de openbare overheden (derde lid) zich computerapparatuur aanschaffen, deze apparatuur eigendom blijft van de Staat of de openbare overheden, naar gelang van het geval, waarbij zij in zekere zin die apparatuur zouden verhuren aan de gemeenten tegen betaling van een "vergoeding".

De ontworpen bepaling is in tegenspraak met artikel 1 en met de commentaar bij artikel 3, die als volgt luidt :

> "In het geval waarin de Staat of een openbare overheid de investering ten laste genomen heeft en aangezien de gemeenten het materieel voor andere dan verkiezingsdoeleinden kunnen gebruiken en het bijgevolg kunnen aanvullen met specifieke componenten, is het vrij normaal dat de gemeente eigenaar van dit materieel wordt".

Indien de bedoeling van de stellers van het ontwerp overeenstemt met wat in de memorie van toelichting wordt verklaard, te weten dat de gemeenten eigenaar worden van de apparatuur, zelfs indien deze door de Staat of andere openbare overheden wordt aangeschaft, dient dit in de ontworpen paragraaf 3 te worden vermeld en dient hij bijgevolg te worden gewijzigd.

Bijgevolg dient te worden vermeden het woord "vergoeding" te gebruiken dat, gelet op de bedoeling van de stellers van het ontwerp, veeleer een terugbetaling lijkt te zijn dan een vergoeding.

3. In de ontworpen tekst dient tevens duidelijk te worden vermeld hoe lang de "vergoeding" moet worden betaald (in wat wel degelijk een huurkoop lijkt te zijn), zodat kan worden gezorgd voor een relatieve financiële gelijkwaardigheid van beide systemen (rechtstreekse aanschaffing door de gemeente of aanschaffing door de Staat voor rekening van de gemeente), wat in de bedoeling van de steller van het ontwerp lijkt te liggen.

4. In paragraaf 1 moet bovendien worden vermeld in welke gevallen en onder welke voorwaarden de apparatuur zou kunnen of moeten worden aangeschaft door de Staat of door andere openbare rechtspersonen dan de gemeente of, integendeel, alleen door de gemeente moet worden aangeschaft.

De ontworpen tekst moet bijgevolg grondig worden herzien en aangevuld om tegemoet te komen aan de gemaakte opmerkingen.

Paragraaf 3.

De woorden "gedurende een periode van 10 jaar die ingaat op de datum van de verkiezing tijdens welke het stemmaterieel voor de eerste maal werd gebruikt" moeten, overeenkomstig de onder paragraaf 1 in overweging gegeven opmerking, opgenomen worden in de laatstgenoemde bepaling.

Paragrafen 4 en 6.

De paragrafen 4 en 6, waarvan het onderwerp verschilt van dat van artikel 3, moeten afzonderlijke artikelen vormen en zouden de nieuwe artikelen 4 en 5 van het ontwerp kunnen worden.

De nummering van de volgende artikelen en van de verwijzingen moet dienovereenkomstig worden aangepast.

Artikel 5.

Paragraaf 2.

De ontworpen wet dient te bepalen hoe de magnetische kaart die aan een kiezer is overhandigd en die deze heeft geweigerd in de stemmachine te steken, zal worden geteld. Zal die weigering gelijkgesteld worden met een blancostem of met een ongeldige stem, ofwel met een verzuim van de stemplicht, dat een strafbaar feit zou vormen ?

De ontworpen tekst moet op dat punt worden aangevuld.

Paragraaf 4.

Het laat zich aanzien dat in het eerste lid van paragraaf 4 tevens dient te worden voorzien in het geval bedoeld in artikel 14, § 3; bovendien horen de paragrafen 2 en

3 van artikel 14 logischerwijze thuis aan het begin van artikel 5, § 4.

In dat geval zouden die bepalingen als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 4. Wanneer de kiezer, krachtens de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, de taal van de stemverrichtingen kan kiezen, wordt hij eerst verzocht die keuze te bepalen; zij is, na bevestiging ervan, definitief voor alle stemverrichtingen.

Voor de verkiezing van de senatoren of het Europese Parlement, in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde, geeft de kiezer het kiescollege op waartoe hij behoort en alleen de voor dat kiescollege voorgedragen lijsten verschijnen vervolgens op het scherm.

§ 5. In elk geval verschijnen op het beeldscherm het volgnummer en het letterwoord van alle kandidatenlijsten, behoudens toepassing van het tweede lid.

(voorts zoals in artikel 5, § 4, tweede lid en volgende)".

<u>Paragraaf 5</u>.

Paragraaf 5 zou kunnen worden aangevuld met de volgende zin :

"Zolang de kiezer zijn stem niet heeft bevestigd, kan hij de stemverrichting overdoen".

Artikel 11, waarin die regel is opgenomen, moet derhalve vervallen.

Artikel 6.

1. Het slot van de tweede zin van het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld : "... die nagaat of de kaart enig merkteken, enig opschrift of enige beschadiging vertoont".

2. De laatste zin van het eerste lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Als dat niet zo is, verzoekt hij de kiezer de kaart in de elektronische stembus te steken, waar ze bewaard blijft nadat de informatie die ze bevat op de originele geheugendrager is opgeslagen"

3. In overeenstemming met de uitleg van de gemachtigde ambtenaar en om het geheim van de stemming beter te verzekeren, wordt voorgeslagen de voor de laatste zin van het eerste lid voorgestelde tekst aan te vullen met de volgende zin :

"De registratie dient in een willekeurige volgorde te geschieden".

4. Het tweede lid roept voorbehoud op inzake de eerbied voor het geheim van de stemming. Om dat beter te verzekeren, is het wenselijk de kiezer die een aantekening op zijn magneetkaart heeft aangebracht te verplichten opnieuw te stemmen; volhardt hij in zijn onregelmatige wijze van stemmen, dan zou hij beschouwd worden als iemand die niet gestemd heeft en een straf kan oplopen.

Artikel 7.

1. Zodra er een origineel en een kopie van de geheugendragers bestaan, zouden er geen gegevens over de stemming meer opgeslagen mogen blijven.

2. De tweede en derde zin van paragraaf 1, eerste lid, zouden beter als volgt worden gesteld :

"De gegevens die op de originele geheugendrager zijn opgeslagen, worden gereproduceerd op een andere geheugendrager, die geldt als kopie. De voorzitter verzegelt de elektronische stembus".

Het tweede lid van paragraaf 1 alsook de indeling van het artikel in paragrafen kunnen vervallen.

3. Paragraaf 2 bepaalt dat in geval van gelijktijdige provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen, twee originele geheugendragers worden aangelegd, de ene bestemd voor het

kantonhoofdbureau en de andere voor het gemeentehoofdbureau; dit veronderstelt dat de elektronische stembus tegelijkertijd opslaat op twee originele geheugendragers, naargelang de stemmen worden uitgebracht; als dat niet het geval is, kan een van de twee bedoelde "originelen" slechts een kopie van het enige origineel zijn, die gemaakt wordt als alle stemmen zijn uitgebracht, en moet paragraaf 2 dienovereenkomstig worden aangepast, alsook artikel 10, eerste lid.

Artikel 8.

Het is verkieslijk in de Franse tekst "portant en suscription" in plaats van "avec comme suscription" te schrijven.

Artikel 9.

1. In de tweede zin van het eerste lid moet het woord "zoals" door het woord "dat" worden vervangen.

2. Wat de krachtens artikel 6, tweede lid, ongeldig verklaarde stemmen betreft, moet worden verwezen naar de opmerking nr. 3 die over artikel 6 is gemaakt.

Artikel 10.

In de eerste zin van het eerste lid moet het gemeentelijk orgaan worden bepaald dat bevoegd is om de ambtenaar aan te wijzen die verantwoordelijk is voor het in ontvangst nemen en bewaren van de stembussen.

Artikel 11.

Dit artikel moet vervallen (zie de opmerking bij artikel 5, § 5).

Artikel 12.

De ontworpen bepaling moet het onderwerp uitmaken van een afzonderlijk artikel, dat onmiddellijk op artikel 6 moet volgen. De volgende artikelen moeten in overeenstemming daarmee worden vernummerd.

Artikel 13.

1. In het eerste lid, 1° en 2°, is er geen reden om de wetten te vermelden die wijzigingen hebben aangebracht in de artikelen waarnaar wordt verwezen.

2. De gemachtigde ambtenaar geeft te kennen dat de bepaling van het derde lid niet dwingend is, zoals blijkt uit de woorden "bij voorkeur"; bovendien is "ervaring met het gebruik van personal computers" een vrij vaag begrip; er wordt dan ook met reden in overweging gegeven deze bepaling zo te formuleren dat zij de voorzitter van het stembureau de mogelijkheid biedt een adjunct-secretaris aan te wijzen die doet blijken van beroepservaring, waardoor van hem kan worden verwacht dat hij bijzonder geschikt is voor het bedienen van de gebruikte computerapparatuur, in welk geval het aantal bijzitters met een eenheid zal worden verlaagd; de steller van het ontwerp moet oordelen of zulk een maatregel niet beter aangepast is aan het nagestreefde doel.

In dat geval immers zouden de bepalingen van artikel 12 kunnen worden aangepast om het die adjunct-secretaris mogelijk te maken de kiezers die moeilijkheden ondervinden bij te staan, op voorwaarde echter dat hij gebonden wordt aan soortgelijke regels als die welke bepaald zijn in de artikelen 104 (eedaflegging) en 199 (bestraffing van de schending van het geheim van de stemming) van het Kieswetboek.

Artikel 14.

1. Artikel 5, § 4, tweede lid, en artikel 14, § 3, doen het wezenlijke probleem van de vrijheid van stemming rijzen, aangezien zij een procedure van twee of zelfs drie stappen voorschrijven voor het uitbrengen van een stem : keuze van het kiescollege (artikel 14), keuze van een lijst (artikelen 5 en 14) en keuze van een kandidaat (artikelen 5 en 14), nog ongerekend dat de taal van de aanwijzingen voor het uitbrengen van de stem vooraf dient te worden gekozen (artikel 14, § 2).

Zodra de kiezer in het stemhokje waar hij zijn stem moet uitbrengen stapt, heeft hij niet meer het overzicht waardoor hij de lijsten en de kandidaten kan vergelijken, behalve natuurlijk als hij de stemverrichting meermaals overdoet, maar zonder de zekerheid zich de lijsten die hij vooraf heeft ingekeken, te zullen herinneren.

Waarschijnlijk zal de steller van het ontwerp praktische redenen aanvoeren die hem verhinderen op een zelfde scherm alle lijsten en alle kandidaten te tonen. Men moet zich echter de vraag stellen of de gebruikte methodes de vrijheid van de kiezer niet al te sterk inperken.

Er rijzen verschillende vragen : wat gebeurt er met een kiezer die voor een bepaalde kandidaat wil stemmen maar niet weet voor welke partij hij kandidaat is ? Of voor welk kiescollege hij kandidaat is ? Wat gebeurt er met een kiezer die zijn keuze nog niet gemaakt heeft op het moment dat hij het stemhokje binnengaat ? Wat gebeurt er met een kiezer die niet

op de hoogte is van de kandidaten die van partij veranderd zijn, van de stembusafspraken, ... ?

Om deze moeilijkheden te verhelpen, zou een affiche met alle lijsten en alle kandidaten niet alleen in het stembureau maar ook in elk stemhokje moeten worden opgehangen om de stemverrichtingen te vergemakkelijken en de vrije keuze van de kiezer zo goed mogelijk te verzekeren.

2. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, moet op de derde regel van de Franse tekst worden geschreven "... de vote automatisé, outre les documents prescrits ...".

In de Nederlandse tekst schrijve men aan het slot van de eerste volzin : "wachtkamer" in plaats van "wachtzaal".

3. De tweede zin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou als volgt kunnen worden gesteld :

"In elk stembureau en elk stemhokje worden alle lijsten van kandidaten voor elk van de verkiezingen opgehangen".

Artikel 16.

1. In de Franse lezing van paragraaf 1, in fine, schrijve men "... et le numéro qui leur a été attribué, au fonctionnaire ...".

2. De beperking die voorkomt aan het begin van paragraaf 1, te weten "voor zover kieskantons uit hun bevoegdheidsgebied bij de geautomatiseerde stemming zijn betrokken" heeft geen zin, in zoverre het gaat om de voorzitter van het gemeentehoofdbureau; paragraaf 1 moet op dat punt anders worden geformuleerd.

3. Het zou beter zijn de eerste volzin van paragraaf 2, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 2. De stukken waarin de gezamenlijke volgnummers en letterwoorden van de voorgedragen lijsten en de kandidatenlijsten voorkomen, zoals de programmatuur ze op het beeldscherm zal doen verschijnen, worden ter goedkeuring voorgelegd aan de voorzitter van het in paragraaf 1 bedoelde hoofdbureau".

4. In het ontwerp wordt geen gewag gemaakt van de wijze waarop de verkiezingsprogrammatuur terechtkomt in de bureaus die deze programmatuur zullen aanwenden; indien die programmatuur geen wezenlijk deel uitmaakt van de geheugendragers, zoals het erop lijkt, moet het ontwerp ook een regeling uitwerken voor de programmatuur.

5. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, laatste volzin, en derde lid, zou het beter zijn het werkwoord "contenir" te gebruiken in plaats van het werkwoord "reprendre".

Artikel 17.

Artikel 10 bepaalt reeds dat de voorzitter van het kantonhoofdbureau of van het gemeentehoofdbureau een ontvangbewijs afgeeft wanneer de voorzitter van het stembureau hem de voor de stemverrichtingen bestemde geheugendrager of geheugendragers overhandigt; het bepaalde in artikel 17, eerste lid, volgens hetwelk hij bij de overhandiging ervan eveneens schriftelijk decharge moet verlenen aan de voorzitter van het stembureau, lijkt derhalve overbodig.

Voor het eerste lid wordt dan ook de volgende lezing voorgesteld :

"Art. 17. Onmiddellijk na ontvangst van de geheugendragers afkomstig van het stembureau registreert de voorzitter van het kantonhoofdbureau of van het gemeentehoofdbureau, naargelang van het geval, de oorspronkelijke drager op de geheugendrager bestemd voor het optellen van de stemmen".

In het tweede lid schrijve men : "doet ... over" in plaats van "herbegint".

Artikel 18.

De derde volzin van het tweede lid zou duidelijker zijn indien hij als volgt wordt gesteld :

"De uitslag van ieder bureau wordt voor de optelverrichtingen geregistreerd door middel van een bepaald computersysteem".

Artikel 19.

Het tweede lid, dat betrekking heeft op de verkiezing van het Europese Parlement en die van de Senaat, moet als volgt worden gesteld :

"In de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde drukt de voorzitter van het kantonhoofdbureau bij de verkiezing van het Europese Parlement of van de Senaat twee stemopnemingstabellen af; de ene, in het Nederlands gesteld, bevat de uitslag van de stemmen uitgebracht op een kandidatenlijst ingediend bij het Nederlandse collegehoofdbureau, en de andere, in het Frans gesteld, bevat de uitslag van de stemmen uitgebracht op een kandidatenlijst ingediend bij het Franse collegehoofdbureau; hij drukt voor ieder college een onderscheiden proces-verbaal af (1).

---

(1) Zie artikel 156, § 2, van het Kieswetboek en artikel 34 van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement.

Artikel 20.

Paragraaf 1.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 20, § 1. Het proces-verbaal en de stemopnemingstabel, beide ondertekend door de voorzitter, de overige leden en de getuigen van het hoofdbureau, worden in een verzegelde omslag gesloten waarop de inhoud ervan wordt vermeld".

2. Onderdeel 1° van het tweede lid zou beter als volgt worden gesteld :

1° de voorzitter van het hoofdbureau van de kieskring voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, of aan de voorzitter van het provinciehoofdbureau, bedoeld in artikel 94bis, § 2, van het Kieswetboek, voor de verkiezing van de Senaat;" (1).

In onderdeel 5° van hetzelfde lid schrijve men "het gewestbureau" in plaats van "de Gewestraad".

Voorgesteld wordt onderdeel 6° als volgt te stellen :

"6° de provinciegouverneur, voor de verkiezing van de leden van de gemeenteraad".

---

(1) Zie artikel 162, derde lid, van het Kieswetboek.

In dat verband valt evenwel op te merken dat artikel 60, eerste lid, van de gemeentekieswet moet worden getransponeerd opdat rekening wordt gehouden met de omstandigheid dat sommige in die bepaling vermelde stukken niet zullen worden opgemaakt waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd.

3. Volgens artikel 9, tweede lid, van het ontwerp worden de geannuleerde en de ongebruikte magneetkaarten in onderscheiden omslagen gesloten die bij het proces-verbaal van het stembureau worden gevoegd; naar luid van artikel 10 overhandigt de voorzitter van het stembureau dat proces-verbaal samen met de bijgevoegde omslagen aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau of, wanneer het om een aparte gemeenteraadsverkiezing gaat, aan de voorzitter van het in de gemeente gevestigde hoofdbureau.

Artikel 20, § 1, tweede lid, bepaalt zijnerzijds dat de voorzitter van het hoofdbureau de omslagen met de processen-verbaal van de stembureaus voegt bij de omslag met het proces-verbaal van het hoofdbureau en met de stemopnemingstabel, en dat hij dat alles bezorgt aan één van de opgesomde personen.

Uit de gezamenlijke lezing van die bepalingen blijkt niet duidelijk of de voorzitter van het hoofdbureau daarbij ook de geannuleerde en de ongebruikte magneetkaarten moet voegen, noch, meer in het algemeen, wat met die kaarten moet geschieden (1).

---

(1) Zie inzonderheid artikel 179 van het Kieswetboek.

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn te schrijven : "De voorzitter van het hoofdbureau zendt de geheugendragers afkomstig van de stembureaus en die welke door het hoofdbureau zijn gebruikt voor het optellen van de stemmen, in een verzegelde omslag aan de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken of aan diens gemachtigde". Voorts zou het wenselijk zijn voor te schrijven dat voor elk van de geheugendragers op welke wijze ook de erin geregistreerde informatiegegevens precies worden aangegeven.

Paragraaf 3.

De ontworpen bepaling moet voorschrijven hoe en door wie het wissen van de geheugendragers en van de magneetkaarten wordt gecontroleerd.

Artikel 21.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 21. Het hoofdbureau van de kantons waar geautomatiseerde stemming wordt georganiseerd, wordt niet gesplitst in een bureau A en een bureau B, in afwijking van :

1° artikel 30 van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervolledigiging van de federale staatsstructuur, in het geval van

.../...

gelijktijdige verkiezingen voor de Waalse Gewestraad, de Vlaamse Raad en het Europese Parlement;

2° artikel 37 van dezelfde wet, in het geval van gelijktijdige verkiezingen voor de Waalse Gewestraad, de Vlaamse Raad en de Wetgevende Kamers;

3° artikel 24 van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen, in het geval van gelijktijdige verkiezingen voor deze Raad en voor het Europese Parlement;

4° artikel 30 van dezelfde wet, in het geval van gelijktijdige verkiezingen voor deze Raad en voor de Wetgevende Kamers;

5° artikel 52 van de wet van 6 juli 1990 tot regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen, in het geval van gelijktijdige verkiezingen voor deze Raad, de Waalse Gewestraad en het Europese Parlement;

6° artikel 58 van dezelfde wet, in het geval van gelijktijdige verkiezingen voor die Raden en voor de Wetgevende Kamers".

Artikel 23.

Dit artikel stelt geen straf op de bedrieglijke verandering van magneetkaarten, geheugendragers en geautomatiseerde systemen voor het optellen van de stemmen, wellicht omdat het is ingegeven door de redactie van artikel 30 van de wet van 19 juli 1991 tot organisatie van de stemming door

middel van geautomatiseerde systemen in de kieskantons Verlaine en Waarschoot.

Vervalsing van de geheugendragers of van de magneetkaarten wordt weliswaar gestraft bij artikel 22 van het ontwerp, doch de bedrieglijke nabootsing is een handeling onderscheiden van de verandering, die een wijziging is met het oog op vervalsing; daarom ook stellen de artikelen 198 en 200 van het Kieswetboek onderscheiden straffen op de namaak en de bedrieglijke verandering van stembiljetten (1).

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 24.

Omtrent onderdeel 1°.

1. De kieskantons waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd, hebben geen stemopnemingsbureaus; de artikelen 95 en 131 zijn derhalve niet meer van toepassing op die kantons in zoverre zij betrekking hebben op die bureaus.

2. Artikel 16, § 1, van het ontwerp bepaalt dat voor zover in sommige kantons uit het bevoegdheidsgebied op geautomatiseerde wijze wordt gestemd, de kandidatenlijsten, zodra zij definitief zijn afgesloten, aan het Ministerie van Binnenlandse

(1) De artikelen 160 tot 170 van het Strafwetboek maken een onderscheid tussen de namaak, bestaande in bedrieglijke nabootsing, en de "schennis", bestaande in een mechanische of scheikundige wijziging.

Zaken medegedeeld worden met het oog op de samenstelling van de verkiezingsprogrammatuur.

De definitieve afsluiting van de lijsten wordt geregeld bij artikel 124 van het Kieswetboek; de artikelen 125 tot 125quinquies regelen de procedure van beroep na de definitieve afsluiting van de lijsten; de opmaak van het stembiljet wordt geregeld bij de artikelen 127 en 128; artikel 128bis bepaalt dat het opmaken van het stembiljet in geval van beroep verdaagd wordt totdat het hoofdbureau van de kieskring of het collegehoofdbureau in kennis is gesteld van de beslissingen van het Hof van beroep of van de Raad van State.

Het ontwerp sluit de toepassing van voornoemde bepalingen niet uit; daarom ook lijkt het wenselijk, ofwel dat de verkiezingsprogrammatuur samengesteld wordt op grond van het stembiljet dat opgemaakt is met inachtneming van de eventueel na beroep gewezen beslissingen, ofwel dat voorzien wordt in een bepaling analoog met artikel 128bis, die waarborgt dat deze beslissingen op enigerlei wijze rekening zal worden gehouden bij de samenstelling van de programmatuur.

3. De onderrichtingen voor de kiezer, die het model I bedoeld in de artikelen 112, 127, tweede lid, en 140 van het Kieswetboek vormen, een model dat bij het Kieswetboek is gevoegd, moeten worden aangepast indien zij van toepassing zijn op de kiezers die op geautomatiseerde wijze stemmen.

4. Het twaalfde lid van artikel 161 van het Kieswetboek lijkt niet van toepassing te zijn in de kantons waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd. Die aangelegenheid wordt in dat geval geregeld bij artikel 20, § 1, van het ontwerp.

5. Artikel 163 van het Kieswetboek behoort te worden aangepast aan de mogelijkheid van geautomatiseerde stemming, omdat wordt verwezen naar artikel 162, derde lid, dat niet wordt aangepast omdat het in dit geval niet meer van toepassing is. Om analoge redenen moeten de artikelen 166, 177 en 179 van het Kieswetboek eveneens worden omgezet.

6. Het is wellicht de bedoeling de artikelen 204 (verjaring van de vervolging en van de burgerlijke rechtsvordering), 205 (samenloop van strafbare feiten) en 206 (verzachtende omstandigheden) van het Kieswetboek toepasselijk te maken op de strafbare feiten omschreven in de artikelen 22 en 23 van het ontwerp, zoals zij van toepassing zijn op de strafbare feiten omschreven in de artikelen 198 en 200 van hetzelfde Wetboek. Die precisering moet dan ook uitdrukkelijk in het ontwerp worden ingevoegd.

Omtrent de onderdelen 2°, 3° en 4°.

Nog andere bepalingen dan die welke worden genoemd in de onderdelen 2°, 3° en 4° zouden niet langer van toepassing zijn op de kantons waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd; bovendien vermeldt het ontwerp niet de nadere regels inzake de toepassing, in die kantons, van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement.

Tevens moet ten aanzien van deze wet, net zoals van boek I van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, van de wet van 6 juli 1990 tot

regeling van de wijze waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap wordt verkozen en van de wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen, op dezelfde wijze worden gehandeld als in het ontwerp het geval is met het Kieswetboek, met de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen en met de kieswet, waarbij wordt bepaald welke voorschriften niet meer van toepassing zijn en waarbij de voorschriften die als zodanig geen toepassing meer kunnen vinden indien de stemming op geautomatiseerde wijze verloopt, worden aangepast.

Zo zouden bij wijze van voorbeeld in de voornoemde gewone wet van 16 juli 1993 de artikelen 30 en 37, waarvan sprake is in artikel 21 van het ontwerp, en de artikelen 32, § 1, eerste lid, eerste volzin, en 39, § 1, eerste lid, waarvan sprake is in artikel 24 van het ontwerp, niet meer van toepassing zijn doch evenmin de artikelen 17, §§ 4 en 5, 19, § 1, § 3, eerste tot vijfde lid, en § 4, 20, 21 en 22, §§ 1 en 2; tevens moeten de artikelen 11, vierde lid, 2°, en 23, §§ 2 en 3, worden aangepast, alsmede de onderrichtingen voor de kiezer, waarvan sprake is in de artikelen 10, vierde lid, 16, § 2, tweede lid, en 18, § 2, eerste lid, en die de bijlage 2 bij de wet vormen.

Omtrent onderdeel 5°.

Artikel 3sexies van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen zou, in zoverre het betrekking heeft op de stemopnemingsbureaus, geen toepassing

meer vinden op de kantons waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd.

Het is niet duidelijk waarom de bepalingen van artikel 9sexies, § 1, achtste, negende en elfde lid, en § 2, van voornoemde wet in diezelfde kantons wel toepasselijk zouden blijven. Hetzelfde geldt voor artikel 17.

Artikel 37quater daarentegen behoort toepasselijk te blijven op alle kantons. De gemachtigde ambtenaar is het daarmee eens.

De artikelen 18bis, 21 en 22 van de wet van 19 oktober 1921 behoren te worden aangepast, gelet op de mogelijkheid dat in het district of in sommige van de kantons waaruit het is samengesteld op geautomatiseerde wijze wordt gestemd.

De onderrichtingen voor de kiezer, die het model I vormen waarvan sprake is in de artikelen 9, § 5, 9bis, § 3, en 13, § 4, van dezelfde wet, behoren eveneens te worden aangepast in zoverre ze betrekking hebben op kiezers die op geautomatiseerde wijze stemmen.

Artikel 13, § 5, van de wet van 19 oktober 1921 regelt het opmaken van het stembiljet; alleen het vierde en het vijfde lid (die betrekking hebben op de afmetingen, de kleur en het drukken van de stembiljetten) zouden volgens het ontwerp niet langer van toepassing zijn in het geval van een geautomatiseerde stemming.

In de eerste plaats vloeit daaruit voort dat zelfs indien in alle kantons van het district op geautomatiseerde wijze wordt gestemd, het opmaken van het stembiljet verplicht blijft; het staat aan de steller van het ontwerp te oordelen of die verplichting in dat geval niet behoeft te worden opgeheven.

Voorts behoort omtrent dit punt in het ontwerp een zelfde opmerking te worden gemaakt als die welke hierboven is gemaakt (artikel 24, 1°, opmerking 2); in dit verband moet worden verwezen naar artikel 13, § 1, van de wet van 19 oktober 1921 met betrekking tot het definitief afsluiten van de lijsten, naar artikel 14, §§ 1 tot 4, met betrekking tot de daarop volgende procedure van beroep, en naar artikel 14, § 5, dat in geval van beroep erin voorziet dat het opmaken van het stembiljet verdaagd wordt totdat het districtshoofdbureau kennis heeft kunnen nemen van de beslissingen van het Hof van beroep.

Artikel 25.

1. In onderdeel 1° wordt niet verwezen naar de artikelen 61, tweede en derde lid, en 75, § 1, derde lid, van de gemeentekieswet; die bepalingen kunnen evenwel toepassing vinden wanneer in de gemeente op geautomatiseerde wijze wordt gestemd.

2. De onderrichtingen voor de kiezer, waarvan sprake is in de artikelen 29, derde lid, en 34, eerste lid, van de gemeentekieswet en die het model I vormen dat bij die wet is gevoegd, behoren eveneens te worden aangepast in zoverre ze betrekking hebben op kiezers die op geautomatiseerde wijze stemmen.

3. In het vooruitzicht van de automatisering moeten eveneens de niet langer toepasselijke artikelen 25, eerste en derde lid, 55, eerste lid, en 60, dat overigens verwijst naar de artikelen 46 en 52, worden aangepast.

4. Het lijkt geenszins nuttig erin te voorzien dat de artikelen 30 en 30bis van de gemeentekieswet, die de opmaak van het stembiljet regelen, van toepassing blijven in de gemeenten waar op geautomatiseerde wijze wordt gestemd; het staat bijgevolg aan de steller van het ontwerp om te oordelen of het vervullen van die formaliteit in dat geval nog gewettigd is, daar het stembiljet niet zal worden gebruikt; indien hij van oordeel is dat die bepalingen niet langer behoeven te worden toegepast, moet artikel 29, derde lid, van de gemeentekieswet eveneens worden aangepast in zoverre dit artikel bepaalt dat het stembiljet moet worden gereproduceerd.

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van het ontwerp kan op een aantal punten worden verbeterd. Zo bijvoorbeeld zou het beter

zijn de term "apparatuur" te gebruiken in plaats van "materieel", de term "(op)tellen" in plaats van "totalisatie", de term "programmatuur" in plaats van de term "software" en de term "steken" in plaats van "stoppen".

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :	J.-J. STRYCKMANS,	président de chambre, kamervoorzitter,
	Y. BOUCQUEY,	conseillers d'Etat,
	Y. KREINS,	staatsraden,
	F. DELPEREE,	assesseurs de la section de législation,
	J. van COMPERNOLLE,	assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. GIELISSEN,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.